

[Text]

Mr. Kingston: If politicians will get our economy going like hell—and I don't say this facetiously. . . Our crimes are very much related to the state of the economy. The more poverty we have, the more crime we seem to have. I don't know whether you can make a direct correlation, but certainly our drug element is very violent. Anybody who is involved in drug trafficking is very violent.

There was a sergeant in Metro who was disciplined for saying we had trouble with refugee youth gangs, but that is a fact of life. Certainly in Vancouver they have that same sort of problem with young people who are in gangs. They have them in all our large centres. Their guns are not obtained legitimately with FACs; they are brought in.

Mr. Kilger: I have just one last topic of interest, and you cover it under item 6, "Regulatory Powers". My comments are not directed facetiously to your association. I don't know whether I'm just being a little sensitive here or whether it's a question of trust or otherwise, but you indicate that you feel that this bill, permitting Parliament the right to review and revoke those regulations but not the power to amend, may prevent some effective regulations.

On the one hand I do agree that this provision may delay the implementation of changes to regulations, but I question whether it would necessarily be quicker to obtain amendments via Parliament if it did have amendment powers. How would you address the issue of time and amendments to best resolve the matter?

• 1325

Mr. Kingston: Well I haven't had a very good experience with getting regulations through. I was on a committee with the Police Act of Ontario for some eight years, and we have a Police Act of Ontario but we have no regulations. So I am not a good one to ask, sir. I am only passing on the comments of our colleagues, who felt it would be a lot easier to have regulations done by Order in Council than to be debated and then having to go back through a committee.

We know how difficult this has been with the Justice Minister to get improved firearm regulations through the House now. We have had Bill C-80 and now Bill C-17, and some time over the next six or eight months we think we'll see Bill C-17, but when will the regulations happen? And if the regulations come through in a package, will they all go down in a package if Parliament turns them down, or will they go down one at a time? This is the confusing part that I am not sure of, sir. If Parliament just says yea or nay on this package of regulations that come before it, then we go back to square one and start again. I guess I don't know. We would have to be told how that is going to happen.

Mr. Kilger: I understand.

Mr. Waddell: Of course that's the potential flaw in this bill. In fact it looks good when you read it, but it's all done in regulations and you never get any regulations so you don't get any gun control.

Mr. Kingston: That's right, sir.

[Translation]

M. Kingston: Si les politiques remettaient l'économie d'aplomb—et je ne blague pas. . . Ces crimes sont liés de très près à l'état de l'économie. Plus la pauvreté est grande, plus il semble y avoir de crimes. J'ignore s'il y a corrélation directe, mais il ne fait pas de doute que les trafiquants de drogue sont très violents; tous ceux qui trafiquent sont très violents.

Un sergent de Toronto a fait l'objet d'une mesure disciplinaire pour avoir déclaré que nous avons des ennuis avec les bandes de jeunes réfugiés, mais c'est la vérité. À Vancouver, le même problème se pose avec les bandes de jeunes. On les retrouve dans tous les grands centres. Ils ne se procurent pas leurs armes légalement au moyen d'une AAAF; les membres des bandes les apportent au pays avec eux.

M. Kilger: Ma dernière question portera sur le point 6, «Pouvoirs de réglementation». Je ne plaisante pas non plus. C'est peut-être parce que je suis susceptible ou parce que c'est une question de confiance, mais vous déclarez que ce projet de loi, en conférant au Parlement le droit d'examiner et de révoquer des règlements projetés, mais non pas celui de les modifier, risque de faire obstacle à une réglementation efficace.

Certes, cette disposition pourra retarder l'adoption de modifications au règlement, mais je me demande s'il serait nécessairement plus rapide de les faire adopter par le Parlement si celui-ci avait le pouvoir de les modifier. Comment régleriez-vous la question des délais et des modifications?

M. Kingston: Ecoutez, je n'ai pas eu la main tellement heureuse pour l'adoption de la réglementation. J'ai siégé pendant huit ans à un comité chargé de la Loi sur la police de l'Ontario et nous n'avons toujours pas de règlement. Ce n'est donc pas à moi qu'il faut poser la question. Je me faisais seulement le porte-parole de nos collègues, pour qui il serait beaucoup plus facile d'adopter un règlement au moyen d'un décret plutôt que d'en débattre et de le soumettre à un comité.

Nous savons combien la ministre de la Justice a eu de mal à faire adopter à la Chambre une meilleure loi sur les armes à feu. L'essai a été tenté avec le projet de loi C-80 et voici maintenant le projet de loi C-17. Dans six ou huit mois, le C-17 aura peut-être été adopté, mais qu'en sera-t-il du règlement? Et si le règlement est présenté intégralement, sera-t-il rejeté en bloc si le Parlement ne donne pas le feu vert, ou bien les articles seront-ils étudiés un à un? C'est cela qui n'est pas clair. Si le Parlement rejette tout en bloc, il faudra repartir à zéro. Enfin, je ne sais pas. Il faudrait qu'on nous dise comment on procédera.

M. Kilger: Je vois.

M. Waddell: C'est peut-être justement là que le bât blesse. En première lecture, cela à l'air bien, mais comme l'application concrète se fait au moyen du règlement, tant qu'il n'est pas adopté, il n'y a pas de contrôle des armes à feu.

M. Kingston: Précisément.